



La ministre Mme Vidal doit retirer ses propos sur l'islamo-gauchisme à l'université et renoncer officiellement à sa demande d'enquête

Après le ministre M. Blanquer, qui avait déclaré en octobre 2020 que l'islamo-gauchisme « *fait des ravages à l'université* », la ministre de l'ESRI, Mme Vidal, a déclaré le 14 février sur CNews qu'il y a « *des gens qui peuvent utiliser leurs titres et l'aura qu'ils ont pour porter des idées radicales ou des idées militantes.* », puis répondant à la question « *quelles idées ?* », elle répond : « *De l'islamo-gauchisme* ».

Et elle ne s'arrête pas là. Présentant le problème comme grave, « *l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble* », elle annonce dans cette même émission la commande au CNRS d'une enquête « *sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion.* »

FO ESR rejoint le communiqué de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) du 16 février qui dénonce cette nouvelle polémique : « *L'islamo-gauchisme* » *n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique* ».

La CPU et la Commission Permanente du CNU (CP-CNU) ont également relevé « *la confusion entre ce qui relève de la liberté académique, la liberté de recherche dont l'évaluation par les pairs est garante, et ce qui relève d'éventuelles fautes ou d'infractions, qui font l'objet si nécessaire d'enquêtes administratives (par l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche), ou d'enquêtes pénales* ».

FO ESR rejette comme la CPU et la CP-CNU cette volonté d'instrumentaliser le CNRS pour cette opération de police politique qui n'a rien à voir avec les missions du CNRS. Le CNRS a d'ailleurs lui aussi indiqué dans son communiqué du 17 février que « *"L'islamogauchisme", slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique* » et « *Le CNRS condamne avec fermeté celles et ceux qui tentent d'en profiter pour remettre en cause la liberté académique, indispensable à la démarche scientifique et à l'avancée des connaissances, ou stigmatiser certaines communautés scientifiques* ».

Comment une ministre de l'ESRI peut-elle oublier à ce point le monde académique d'où elle vient ?

Dernière minute : Emmanuel Macron aurait désavoué ce matin sa ministre en conseil des ministres et l'enquête n'aurait pas lieu.

Profondément attaché au respect de la liberté de recherche et d'enseignement, FO ESR condamne cette véritable chasse aux sorcières et demande à la ministre de retirer ses propos et de renoncer officiellement à sa demande d'enquête.

Plutôt que de lancer cette polémique, la ministre et le gouvernement dans son ensemble feraient mieux de répondre à la détresse des étudiants et à l'épuisement des personnels, rouvrir pleinement les universités, permettre aux étudiants d'assister à tous leurs cours en présentiel et donner les moyens nécessaires pour cela, notamment en postes.

Montreuil, le 18 février 2021